

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 06/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NORIAP Saleux**

22 boulevard Michel Strogoff  
80440 Boves

Références : 2026-E30019  
Code AIOT : 0005102548

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2026 dans l'établissement NORIAP Saleux implanté Chemin de Guignemicourt 80480 Saleux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée afin de procéder au récolement de la mise en demeure du 28 mai 2025 suite à l'incendie survenu dans une cellule en mai 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NORIAP Saleux
- Chemin de Guignemicourt 80480 Saleux
- Code AIOT : 0005102548
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société NORIAP exploite un silo à enjeux très important (SETI) sur le territoire de la commune de Saleux. La capacité maximale de stockage de céréales autorisée est de 98 768 m3. Les installations sont composées de :

- 3 silos (1 silo « face bureau », 1 silo « tour béton » et 1 silo « phénix ») ;
- 2 séchoirs au gaz naturel ;
- 3 magasins (1 magasin « engrais vrac », 1 magasin « phytosanitaire » et 1 magasin « aliments divers ») ;
- 1 plate-forme de stockage d'engrais liquide ;
- des installations annexes (ponts bascules, bureaux, ateliers, etc.).

#### Contexte de l'inspection :

- Récolement

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie d'intervention - ART 10 - AP 02.10.2009	AP de Mise en Demeure du 28/05/2025, article 2	Levée de mise en demeure
2	Prévention des risques - ART 12 - AP 02.10.2009	AP de Mise en Demeure du 28/05/2025, article 2	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait mis en œuvre les actions correctives et transmis les éléments nécessaires permettant de lever les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure; un projet d'arrêté d'abrogation est proposé en ce sens.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Stratégie d'intervention - ART 10 - AP 02.10.2009**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/05/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stratégie d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b>  « [...] Des procédures d'intervention sont rédigées et communiquées aux services de secours et doivent notamment comporter: [...] - les stratégies d'intervention en cas de sinistre; [...] Le personnel (y compris intérimaire et saisonnier) est entraîné et formé à l'application de ces procédures. Le personnel permanent est formé à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site. »
<b>Constats :</b>  Durant la visite d'inspection, l'exploitant a présenté son plan d'urgence mis à jour en mai 2025. Ce

plan comporte :

- Le schéma d'alerte a été mis à jour afin d'intégrer les numéros d'alerte auprès de la préfecture et de la DREAL.
- Les scénarios d'intervention pour les accidents susceptibles de survenir sur le site, avec notamment l'incendie, l'explosion et l'ensevelissement.

L'exploitant a déclaré que le personnel a été formé aux procédures d'urgence suite à la mise à jour du plan d'urgence.

Après la visite d'inspection, l'exploitant a transmis une copie du mail de retour du SDIS confirmant la complétude du document.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 : Prévention des risques - ART 12 - AP 02.10.2009**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 28/05/2025, article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques

**Prescription contrôlée :**

Conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes. En particulier, les dispositifs suivant sont installés :  
[...]

Repère	Equipements	Mesures de prévention - d é t e c t e u r s   d e d y s f o n c t i o n n e m e n t
Silo Tour Béton	Transporteur TB3	<ul style="list-style-type: none"><li>○ Bande non propagatrice de la flamme et antistatique</li><li>○ Contrôleur de rotation sur tambour mené</li><li>○ Détecteur de surintensité moteur ou sécurité puissance</li><li>○ Contrôleur de déport de bande</li><li>○ Aspiration</li></ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Aspiration</li> <li>○ Capotage de 2 m</li> <li>○ Paliers extérieurs</li> </ul>
<p>[...]</p> <p>L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.</p> <p>[...]</p> <p>Les bandes et les sangles sont antistatiques et ne permettent pas la propagation de la flamme.</p> <p>L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>		
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de maintenance périodique des installations. Cette vérification intègre l'ensemble des équipements du TB3 ainsi que les capteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrôleur de rotation sur tambour mené</li> <li>• Détecteur de surintensité moteur ou sécurité puissance</li> <li>• Contrôleur de déport de bande</li> </ul> <p>Par échantillonnage, l'inspection des installations classées a pu constater la présence des équipements suivants sur le TB3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrôleur de rotation sur tambour mené</li> <li>• Contrôleur de déport de bande</li> <li>• Aspiration</li> </ul> <p>En complément de ce programme de maintenance, l'exploitant a déclaré effectuer des rondes de surveillance quotidienne de l'installation.</p> <p>La mise en demeure peut être levée sur ce point.</p>		
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>		
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>		